



## RÉVÉLATION SUR LA CRISE MALIENNE : LE DEAL FRANCE-MNLA

Un véritable complot est tramé entre la France et le MNLA contre le Gouvernement du Mali. En effet, d'une part mécontent du soi-disant laxisme d'ATT face aux enlèvements de ses ressortissants par l'Aqmi, et d'autre part voyant l'intention du gouvernement du Mali à écarter les sociétés françaises dans l'attribution du marché d'exploitation de son futur pétrole au nord, la France a délibérément cherché à faire un deal avec la rébellion touareg en vue de déstabiliser le régime d'ATT et d'inciter les Targui à réclamer l'indépendance sinon l'autonomie de leur zone (Azawad).

Le deal convient que la France s'engage à soutenir financièrement, diplomatiquement et stratégiquement les séparatistes jusqu'au bout (c'est-à-dire jusqu'à l'atteinte de leur objectif). En contrepartie, les séparatistes devront s'engager à éradiquer l'Aqmi du nord du Mali et aussi à confier aux sociétés françaises l'exploitation du pétrole du nord.

### *Le scénario tracé est le suivant :*

Les rebelles devront se soulever et attaquer les camps militaires du grand Nord (Aguelock et Kidal) en vue de libérer le septentrion malien. La France pourra alors les ravitailler en armements, carburants et autres via l'aéroport de Tessalit. Ils devront continuer la progression vers l'Est en annexant GAO et Tombouctou. Une fois Tombouctou tombé, l'objectif serait en parti atteint.

La France de son côté garantira la légitimité et la protection des rebelles en empêchant la CEDEAO d'intervenir militairement. Pour ce faire elle devra anticiper en convoquant une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU (ce qui masquera son soutien aux séparatistes) pour demander un arrêt d'hostilité aux belligérants et afin que soit privilégié le dialogue.

Dans le plan, il est prévu que le MNLA proclame la fin des opérations militaires dans les heures qui suivront la déclaration de l'ONU. Alors, la CEDEAO qui ne peut agir sans l'aide et l'aval de l'ONU sera contrainte de renoncer aux interventions militaires contre les rebelles. Aussi de par leur déclaration anticiper de cesser le feu, les rebelles parviendront à vaincre la confiance de la communauté internationale. Ainsi, ils réclameront leur autonomie territoriale afin de finaliser le deal conclu.

Dans le deal, il a été recommandé au porte-parole de MNLA Moussa Ag ATTAHER (logé, escorté et protégé par la France), que pour qu'on ne soupçonne pas la France de jouer un double jeu, il ne devra citer la France qu'en dernier ressort dans son appel envers les communautés Internationales. C'est pourquoi, il citera chaque fois, les Nations Unis, les USA et ensuite la France.

Voyez cette recette facile ! Qui aurait cru qu'une telle attitude, qu'un tel complot proviendrait de la France ? C'est regrettable, c'est pitoyable et c'est indigne de la part d'une soit disant Puissance !

Ces moyens ignobles et indécentes déshonorent la France. C'est une violation grave du traité colonial qui lie le Mali à la France.

Est-ce que les citoyens maliens ont besoin de répondre à une erreur de laxisme de leur premier dirigeant ?

Dans tous les cas c'est un signal fort à l'endroit de tous les autres pays colonisés par la France, pour qu'ils sachent que la France n'a pas d'amis mais des intérêts et qu'elle est prête à vendre son honneur pour sauvegarder ses intérêts.

Nous pensions que la France pouvait avoir de moyens plus légaux pour contraindre un gouvernement laxiste que de déclencher une guerre de division territoriale et de conflit ethnique.

Elle sera comptable de tout ce qui adviendra.

Elle devra savoir qu'elle est passible de poursuite pénale, de crime de guerre en ayant provoqué l'invasion du territoire malien par les rebelles venant de Libye avec des armements lourds.

L'objectif de la présente pétition est d'éclater au grand jour le complot tramé par la France et le MNLA contre le gouvernement du Mali.

Il est urgent que le Gouvernement du Mali saisisse la Cour pénale internationale pour demander réparation à la France pour complot contre son intégrité territoriale et aussi à l'OTAN pour son responsabilité à la crise en aval de la guerre de Libye.

Nous avons dénoncé le fait il reste aux autorités institutionnelles de notre État à poursuivre le combat en saisissant qui de droit.

***Maliens, maliennes ! Demeurons unis, n'offensons pas les ressortissants français vivant chez nous car ils ne sont pas comptables des erreurs de leur pays.***

***Mais haïssons la France et sabotons toutes ses coopérations.***

***Haïssons Nicolas Sarkozy et son gouvernement fantoche.***

***Levons-nous pour réclamer le droit de réparation.***

***Demandons l'aide des USA, de la Chine et de la Russie. Tout sauf la France et tout contre la France et ses alliées.***

*Envoyer ce message à tous les maliens et à tous les africains pour qu'il sache le dessous et le non-dit de la guerre au Mali*

***Ce message est écrit ce jour, Mercredi 21 Mars 2012 par la Coalition Malienne pour l'Unité Territoriale (CMUT) :***

Suivez le déroulement des choses et vous donnerez raison à ceux qui l'ont écrit.

D'autres révélations plus intrigantes sont en cours.

***« L'union sacrée pour la libération du Nord est la thérapie qui, avec l'ensemble de toutes les forces vives, sans distinction d'âge, de race et d'appartenance politique, permettra de relever le défi qui se pose à toute la nation malienne ».***

***Dr ASSADEK Aboubacrine (\*)***

***7 avril 2012***

**Publié dans [Regardscroisés-ivoire.blog](http://regardscroisés-ivoire.blog)**

(\*) Assistant au département de mathématiques et informatique à la Faculté de Sciences et Techniques de l'Université de Bamako.